

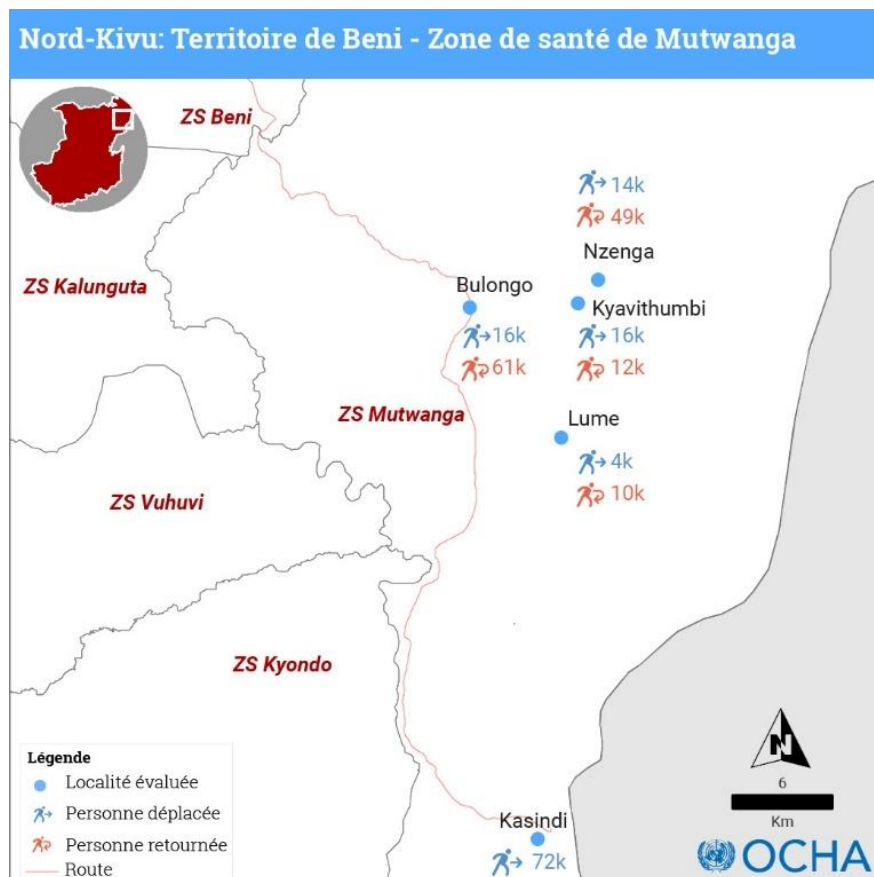
Rapport de la mission conjointe d'évaluation multisectorielle et réponse d'urgence

(EH Tools 4471)

Zone de santé de Mutwanga

Territoire de Beni

09 au 12 décembre 2022



Pour plus d'information,

Contactez : Ingrid Bokosset, E - mail : bokosset@un.org

I. Résumé, actions prioritaires et messages clés

Résumé contexte

La mission conjointe a touché 5 localités et communes du Territoire de Beni couvrant 9 AS appartenant à la ZS de Mutwanga. Ces entités évaluées ont accueilli 123 138 personnes (22 926 ménages) en plusieurs vagues.

Les localités et communes évaluées ont aussi été victime d'attaques provoquant le déplacement de leurs habitants qui sont ensuite rentrés après restauration de la sécurité et contrôle de la zone par les forces loyalistes. Ainsi il est enregistré dans la zone évaluée un effectif de 133 425 personnes (26 685 ménages) retournées de plusieurs vagues.

Environ 15 % de ces personnes déplacées et retournés vivent auprès de 6 908 ménages familles d'accueil dont 2 722 ménages accueillant les PDI et 4 186 ménages accueillant les retournés.

Hiérarchie des besoins selon des groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs – clés

	FG	IC	EM
Amélioration de la sécurité - Protection	P1	P4	P4
Accès aux vivres et amélioration des moyens d'existence	P2	P1	P1
Accès à des abris convenables	P3	P7	P5
Accès aux soins de santé	P4	P2	P2
Accès à l'eau potable	P5	P6	P7
Accès des enfants à l'éducation	P6	P5	P6
Accès aux articles ménagers essentiels	P7	P3	P3

Situations Clés par secteur

- **Sécurité alimentaire** : Mutwanga dans la phase IPC 4 avec environs 97 760 personnes en insécurité alimentaire aigüe représentant 43% de la population globale. Environ 39 104 personnes (> de 20% des populations) sont dans la phase d'urgence alimentaire.
- **Santé** : Sur les 9 aires de santé évaluées, seulement les AS Kangauka, Kasanga et Lubirha ont taux d'utilisation en curatif de 100% plus. Les six autres ont un taux en dessous de 20%. La létalité intra hospitalier est de 7% dont 3.6% pour les enfants < 5ans.
- **Nutrition** : la zone affiche une MAG de 18.87% et une MAS de 9.05% auprès des enfants de 6 à 59 mois ;
- **Articles Ménagers essentiels** : Un score AME de 4.3 a été notifié par EM ;
- **Abri** : Une forte promiscuité dans les lieux d'hébergement où 11 personnes dorment dans 1 maison de 1 à 2 pièces / 88% d'abris occupés par les retournés sont dans en état d'endommagement / Environ 50% des déplacés en maison louée sont à risque d'éviction faute de moyen de revenue pour honorer le loyer.
- **Accès à l'eau et situation d'assainissement** : La couverture en eau est 31% pendant que la capacité de stockage garantit 5.43 litres d'eau par personne par jour / La couverture assainissement montre 1 latrine pour 48 personnes et seulement 32% des latrines sont hygiéniques ;
- **Protection** : Depuis le début de la crise, 3545 incidents de protection ont été rapportés dans la zone / 117 enfants non Accompagnés sont présents dans les zones de déplacement dont 60 filles et 57 garçons / 319 maisons de tolérance avec 823 femmes (417 filles) / 400 cas de viols identifiés, 517 cas de VBG et 1073 cas d'exploitation sexuelles / 417 enfants exploités à des fins économiques / Pas d'activité PSEA dans la zone / Risque élevé de recrutement forcé des enfants par les groupes armés présents dans la zone évaluée ;
- **Education** : 27% d'enfants déplacés fréquentent les écoles et 28% d'enfants retournés fréquentent les écoles. 2108 enfants de la zone évaluée parcourent plus de 4 km pour atteindre l'école, ce qui constitue un risque protection élevé dans un contexte où les attaques des groupes armés visent de plus en plus le recrutement d'enfants.

Les actions prioritaires suivantes sont requises

- Donner assistance à 244 307 personnes (47 241 ménages) en sécurité alimentaire et moyens d'existence dont 90 251 pour l'assistance alimentaire d'urgence ;
- Donner assistance pour 12243 abris transitionnels aux IDPs et 7,589 abris transitionnels au profit des Retournés / 8,941 loyers pour IDPs et 5204 ménages retournés ;
- Réponse urgente en VBG, en protection de l'enfance (Enregistrement d'enfant à la justice, meilleur suivi des cas EAFGA), aux actions de cohésion sociale (renforcer les liens entre les autorités et la population), protection des informations médico – légales au regard de nombre aux crimes enregistrées dans la zone, besoin de déploiement d'activités de protection communautaire en dehors de Kasindi ;
- Donner assistance en AME pour 18 130 HH IDPs et 26 685 HH Retournés ;
- Compléter les activités d'AOF pour couvrir les 3 aires de santé en Nutrition et 5 aires de santé en Santé ;
- Appuyer la scolarité de 16 715 enfants IDPs et 17 776 enfants retournés hors du système scolaire ;
- Déployer urgemment les activités PSEA dans la zone de santé de Mutwanga.

II. Contexte, justification, objectifs globaux, sectoriels & résultats attendus

Contexte & justification de la mission

La zone de santé de Mutwanga est l'un des hotspots les plus importants du Grand Nord Kivu impacté par les crises de mouvements de population, de protection, nutritionnelle, alimentaire et épidémique. Les attaques des groupes armés ont largement touché la ZS de Mutwanga depuis avril 2022 ciblant les localités situées sur la route Beni – Kasindi (autour de Makisabo, Bulongo et Lume) et plusieurs localités des groupements Basongora (Masambo, Ngingi, Muramba et Mihembe). Ces attaques ont provoqué le déplacement de plus de 200 000 personnes principalement vers Mutwanga, Nzenga, Lume et Kasindi.

Les attaques des groupes armés en 2021 sur les localités et communes évaluées avaient provoqué le déplacement d'environ 80% de leur population vers Kasindi et Beni. Le déploiement des UPDF dans cette zone depuis juillet 2022 en appui aux FARDC dans le cadre des opérations SHUJAA a permis de renforcer la sécurisation des plusieurs axes de la zone et d'éloigner les groupes armés. Actuellement, des patrouilles conjointes UPDF – FARDC sont organisées dans plusieurs axes de la zone de santé et qui ont permis le retour de plus de 25 000 ménages vers Mutwanga, Bulongo, Lume et Halungupa.

Depuis que OCHA a partagé cette alerte avec les humanitaires, certains partenaires se sont positionnés. Néanmoins des besoins énormes restent à couvrir pour lesquels un effort de mobilisation des partenaires s'avère important pour venir en assistance aux personnes vulnérables à la suite des différentes crises.

Objectifs

Mission dans la ZS de Mutwanga avec les tâches suivantes :

1. Faire la mise à jour de la situation humanitaire ;
2. Redynamiser la structure locale de coordination ;
3. Sensibiliser les partenaires locaux sur les principes humanitaires ;
4. Collecter les informations relatives aux problèmes d'accès humanitaire dans la zone.

Résultats attendus

1. La situation humanitaire et de protection dans la zone de santé de Mutwanga a été mise à jour ;
2. Le mécanisme de coordination locale de Mutwanga est redynamisé et la participation des acteurs est renforcé ;
3. Les différentes couches sociales sont briefées sur les principes et le mandat humanitaires ;
4. Les opportunités et les défis d'accès humanitaires sont relevées et des rencontres avec les acteurs du contexte ont été réalisées.

III. Méthodologie de l'évaluation

La mission conjointe s'est déroulée dans les localités de Kasindi, Kyavitumbi et Nzenga, les deux dernières constituant l'agglomération de Mutwanga et dans les communes de Bulongo et de Lume ; pour évaluer les besoins d'environ 50 000 ménages déplacés et retournés de Lume, Rugetsi, Loselose, Kenehambaore, Mula, Kikingi, Ndama, Lwanoli, Kikura, Mwenda, Bulongo, Bahatsa, Murambi, Mabolio, Kabalwa fuyant les attaques des groupes armés contre les civils et leurs biens, contre les infrastructures publiques et les symboles de l'Etat congolais et aussi l'activisme de la milice locale Sanga Balende démantelée par les FARDC

Chaque équipe multisectorielle a procédé à la collecte des données effectuée au moyen de formulaires électroniques d'ERM complétés par les questionnaires spécifiques sectoriels. Les informations ont été collectées à travers des observations directes et indirectes, 30 échanges des entretiens avec des informateurs clés (autorités, infirmiers titulaires, responsables agricoles, Corporations des commerçants, Société Civile, Directeurs d'écoles, associations des femmes), 17 groupes de discussion séparés des femmes déplacées, retournées et familles d'accueil et des hommes déplacés, retournés et familles d'accueil et 57 enquêtes ménages.

D'autres informations et données secondaires sur le contexte humanitaire de la zone ont été collectées après des services étatiques par consultation des archives de ces services au Secteur de Ruwenzori et dans les communes de Bulongo et de Lume.

Tableau 1 : Localisation des villages avec PDI et Retournés

Localité	Latitude	Longitude
Kyavitumbi	0.332825	29.7369
Nzenga	0.3368871	29.7250486
Bolongo	0.3265664	29.6769925
Lume	0.2556265	29.7268469
Kasindi	0.037183	29.7140606

IV. Composition et durée de la mission

La mission a connu la participation 18 personnes représentant trois agences UN (OCHA, UNICEF et PAM), quatre ONG internationales (ALIMA et AVSI), et sept ONG nationales (AIDES, AOF, MIDEFEHOPS, AHADI RDC, ACOPE, PPSSP et Santé Plus). Voir la liste complète des participants en annexe.

V. Résultats de l'évaluation & réponse d'urgence

1. Situation géographique et de l'accès

- La mission conjointe a couvert une large étendue de la zone de santé de Mutwanga du Territoire de Lubero en Province du Nord Kivu. D'après le Médecin Chef de Zone de Mutwanga, sa zone de santé compte une population totale de 335 455 habitants pour l'an 2022. La mission conjointe a touché cinq localités couvrant neuf aires de santé d'une population totale de 203 946 habitants. Cette population a accueilli 123 138 personnes venant d'autres aires de santé pendant 60.4% de population sont des retournés.
- L'accès sécuritaire sur la route Beni et Kasindi en passant par Mutwanga et Lume est bien garanti par un déploiement important des armées congolaises et ougandaises qui a permis d'éloigner les groupes armés.
- La route Beni – Kasindi longue d'environ 90km est en cours de réhabilitation par l'Entreprise Ougandaise DOTT Services. La durée de la course en voiture entre Beni et Mutwanga est estimée à 1h30 et de Mutwanga à Kasindi à 1h30 en voiture.

Voici le détail de la situation d'accès dans la zone évaluée :

Tableau 2 : Situation d'accès dans la zone évaluée

Problématiques d'accès observés	Situation observée dans la zone évaluée	Recommandations
Les violences contre le personnel ou les biens humanitaires	- Aucune attaque rapportée	- N/A
Restriction de mouvements du personnel ou des biens dans le pays	- La route nationale N°4 reliant Beni à Kasindi est sécurisé par la coalition FARDC – UPDF qui ont des positions rapprochées tout le long de l'axe depuis Beni jusqu'à Kasindi - Les axes secondaires actuellement accessibles sont : Mutwanga – Mwenda (12km), RN4 – Lume (6km), Mutwanga – Halungupa (30km), Kasindi – Masambo (25km) ET Kasindi – Murara (10km) - La présence des groupes armés ou encore la dégradation de route ne permet pas l'accès vers d'autres lieux	- Evaluation sécuritaire nécessaire avant d'engager le déplacement jusqu'à Halungupa

Environnement physique	- Effondrement de pont Lume, situé à 42 km NW de Kasindi, depuis le 10 décembre 2022	Après évaluation de l'axe, l'alternative est : - Pour les petits véhicules est de faire l'axe Kasindi – Karuruma – Kyondo – Butembo – Beni - Pour les gros véhicules de faire Nobili – Kamango – Mbau - Beni
Contraintes administratives ou bureaucratiques	- Barrière péage route à la sortie de Beni, à l'entrée de Mutwanga et à l'entrée de Kasindi	- Se conformer à la réglementation en vigueur en RDC pour la circulation routière
Mines IED – REG	- La prolifération d'EEI est largement rapportée dans la zone. Les groupes armés utiliseraient ces engins plus décourager les populations de fréquenter leurs champs ou d'aller chercher les corps des personnes qu'ils ont exécuté	-
Accès des populations affectées à l'assistance	- 7 structures sanitaires dans la ZS de Mutwanga et 12 écoles attaquées par des groupes armés privent des populations d'accès aux services sociaux de base ; - L'accès aux champs n'est pas garanti dans la quasi-totalité de la zone évaluée à la suite de présence des groupes armés qui s'attaquent systématiquement à la population civile sur les sentiers ou dans les champs.	- Plaidoyer auprès du gouvernement pour assurer la protection des civils ; - Reconstruire les infrastructures détruites ; - Renforcer les activités de protection communautaire.

2. Analyse multisectorielle & recommandations sectorielles (OCHA & partenaires)

Cause(s) de la crise

Cause invoquée par les informateur - clés	Fréquence d'IC ayant mentionné la cause	% d'IC ayant mentionné la cause
Affrontements et/ou attaques armés	30	100
Conflits fonciers et/ou intercommunautaires	3	10
Crise nutritionnelle	3	10
Insécurité alimentaire	3	10

2.1. MOUVEMENT DES POPULATIONS

Tableau 3 : Mouvements de population¹

Localité / Commune	Aire de Santé	Pop AS	DEPLACES			RETOURNES			FAMILLES D'ACCUEIL			TOTAL	
			HH	Pers	Poids	HH	Pers	Poids	HH	Pers	Poids	HH	Pers
KYAVITUMBI	NZENGA	40,589	3,204	16,020	74.0%	2,427	12,135	30%	596	2,981	23.9%	6,227	31,136
			2,800	14,000		9,894	49,470		1,344	6,720			
BOLONGO	BOLONGO	35,340	3,266	16,330	35.4%	12,346	61,730	134%	1,653	8,264	17.9%	17,265	86,324
	KITOKOLI	10,816											
LUME	LUME	12,685	1,514	4,436	18.1%	2,018	10,090	41%	374	1,538	6.3%	3,906	16,064
	KUDI 3	11,862											
KASINDI	KANGAUKA	27,629	12,142	72,352	78.1%	0	0	0%	1,285	7,660	8.3%	13,427	80,012
	KASANGA	8,804											
	LA FRONTIERE	29,628											
	LUBIRIHA	26,593											
TOTAL		203,946	22,926	123,138	60.4%	26,685	133,425	65%	5,252	27,162	13.3%	54,863	283,725

¹ Sources : (1) Données Autorités Locales (2) Données Comité des Déplacés de 5 agglomérations évaluées (3) Données Forum Humanitaire de Mutwanga

Décembre 2020 (11 et 12) : Attaques des groupes armés sur Nzenga, Kyavikere/Loulo et Kabalwa → Déplacement des populations vers Lume, Bulongo, Kasindi, Rugetsi, Lubiriha [713 ménages] ;

Décembre 2020 (21 et 22) : Attaque des groupes armés sur Bulongo avec six morts → Déplacement des populations vers Kasindi [4438 ménages/23 078 personnes] ;

Janvier en avril 2021 : Vague d'attaque des groupes armés avec des massacres des civiles à Nzenga, Mutwanga, Bulongo, Kalembo, Kisima et Lume → Déplacements des populations vers Kasindi, Oïcha, Kyondo et Mabalako [10 000 ménages / 52 000 personnes] ;

Juillet 2021 : Retour des populations déplacées à Beni-ville, Butembo, Kasindi, Mangina, Oïcha et Ituri vers leurs villages d'origine à Rughetsi, Mwenda, Masambo, Loulo, Loselose, Halungupa, Kilya, Bukokoma et Kabalwa [8075 ménages] ;

Octobre 2021 : Attaques des groupes armés à Bulongo, Kilya, Kalembo faisant 39 morts → Déplacement des populations vers Kasindi [1319 ménages/4466 personnes] et vers Mutwanga [1566 ménages / 9397 personnes] ;

Février - Avril 2022 : Attaque des groupes armés dans plusieurs localités de la ZS de Kyondo et Oïcha, du Secteur de Ruwenzori et de l'Ituri → Déplacement de population vers Kasindi [1560 ménages / 8000 personnes] ;

Avril 2022 : Attaque des groupes armés à Masambo et proches → Déplacement des populations vers Kasindi et Lume [3307 ménages/17 197 personnes] ;

Avril 2022 : Retour de Kyavitumbi et Kasindi vers Bulongo, Kitokoli et Nzenga à la suite de l'accalmie relative [15 000 ménages] ;

Juillet 2022 : Attaques des groupes armés à Lume (le 08 juillet) et à Bulongo (le 11 juillet) 2022 → Mutwanga, Nzenga et Kasindi [5000 ménages] ;

Septembre – Octobre 2022 : les attaques des groupes armés à Bukokoma, Kabalwa, Kasusu Kanindo, Virunga et Upende (le 30 septembre) et aussi à Nzenga et Kasusu (nuit du 1er au 02 octobre) → Déplacement des populations vers, Kyavithumbi, Kasindi et Lume [5362 ménages].

Nombre de Personnes dans le ménage (EM)

	Moyenne	Médiane
Total personnes	8.21	8
Nombre des femmes	3.16	3
Nombre d'hommes	2.68	2
Nombre d'enfants Fille (0-5 ans)	1.11	1
Nombre d'enfants Garçon (0-5 ans)	1.04	1
Nombre d'enfants Filles (5-11 ans)	1.09	1
Nombre d'enfants garçons (5-11 ans)	1.26	1
Nombre d'enfants filles (11-18 ans)	0.58	0
Nombre d'enfants garçons (11-18 ans)	0.46	0
Nombre d'enfants garçons (> 18 ans)	0.88	0
Nombre d'enfants garçons (> 18 ans)	0.74	0

2.2. Abri

a. Note méthodologique

Les données en Abri ont été collecté par :

- *Echanges dans les groupes de discussion ;*
- *Entretien avec les autorités, les services de l'habitat*
- *Entretien individuel ;*
- *Entretien avec les informateurs clés*
- *Observation directe des états des maisons des déplacés, des retournés et des familles d'accueil ;*
- *Enquête ménages auprès de 60 familles déplacées et d'accueil*

b. Situation d'hébergement des déplacés

L'évaluation de la situation d'abri des déplacés il résulte que :

Types d'hébergement	Pourcentage
Propre maison	19
Maisons louées	39
Maison empruntée	28
En famille d'accueil	14

- La majorité des abris trouvés dans la zone où sont logés les ménages déplacés et retournés sont en torchis avec les matériaux localement disponibles (sticks d'arbres et roseaux avec badigeonnage des murs en boue) ;
- Dans la zone évaluée, 11 personnes en moyenne dorment dans un abri et la plupart d'abris logeant les déplacés sont dans un état de délabrement très avancé. 88% d'abris occupés par les retournés sont dans en état d'endommagement ;
- Tous les matériaux de construction sont disponibles sur les marchés locaux dans la zone ;

Les éléments qui bloquent l'amélioration ou l'accès à un abri pour les déplacés et des retournés sont :

- Manque des moyens pour acheter les matériaux de construction ou réhabiliter leurs abris auprès de 88% des ménages ;
- Pas de main d'œuvre disponible pour améliorer l'abri surtout pour les extrêmes vulnérables pour 29,41% des ménages ;
- Manque des moyens pour acheter les matériaux de construction ou pour réhabiliter l'abri (88 ,24%).
- Manque de support technique (entraide) pour l'amélioration de l'abri pour 24%.

Notons que 82% des déplacés ont changé plusieurs fois de logement pour causes de :

- Eviction dans des maisons car incapables de se payer le loyer (47%) ;
- Sentiment d'insécurité (33%) ;
- Eviction à cause de conflit/tension avec le propriétaire (12%)

Souhaits des populations en besoins pour améliorer leurs abris		
Valeur	Fréquence	Pourcentage
Distribution des matériels de construction	35	61.4
Distribution des bâches pour couvrir les maison	22	38.6
Aménagement de l'endroit public	3	5.26
Aménagement du site	2	3.51
Autres	15	26.32

c. Actions prioritaires à prendre dans le secteur abris

Tous les villages/communes évalués présentent une vulnérabilité en abri pour les personnes affectées (PDI et retournés). Depuis le début de la crise, ces ménages affectés n'ont reçu aucune assistance en abri ou en cash pour le loyer.

La zone évaluée nécessite une intervention en abri au profit de

- 12 243 ménages en abris transitionnels pour les déplacés et 7 589 abris transitionnels à construire pour les Retournés ;
- 8,941 loyers pour les déplacés et 5204 ménages retournés.

2.3. AME

a. Note méthodologique :

Les données en AME ont été collecté par :

- Echanges dans les groupes de discussion ;
- Entretien avec les autorités, les services étatiques, les services sanitaires ;
- Entretien individuel ;
- Entretien avec les informateurs clés
- Observation directe des états des ouvrages et de la fréquentation ;
- Enquête ménages auprès de 60 familles déplacées et d'accueil

b. Analyse des besoins en Articles Ménagers Essentiels

Les enquêtes ménages ont révélé **le Score Card moyen en Articles Ménagers Essentiels est de 4.3** traduisant une forte vulnérabilité dans les ménages déplacés, retournés et les familles d'accueil.

Articles ménagers suivants sont encore accessibles pour les populations affectées

Articles	% des ménages IDP, Retournés et FA possédant l'articles	Nombre moyen d'article / ménage
Habits	53	X
Bidons	35	2.33
Moustiquaires	30	X
Bassines	26	1.44
Casserolles	26	3.25
Supports de couchage	19	1.42
Savon	18	X
Autres	16	X
Kit intime pour les femmes	9	X

- Les ménages déplacés arrivés récemment et famille d'accueil sont dépourvus d'AME vu que leur fuite a été soudaine et qu'ils ont perdu la majorité des biens dans les pillages et incendies des villages de provenance ;
 - Les ménages retournés ont connu de perte de leurs biens laissés dans leurs maisons abandonnées pendant leur déplacement ;
 - Les déplacés en familles d'accueil déclarent ne pas être autonomes pour cuisiner et utiliser Les ustensile. Ils sont obligés de s'adapter au programme de repas de ceux qui les hébergent et partagent le peu d'articles que possèdent les familles d'accueil ;
 - La mutualisation d'articles ménagers avec les familles d'accueil pour cuisiner, se laver, collecter l'eau ou dormir engendre parfois des tensions entre les ménages hôtes possesseurs et les ménages déplacés et retournés emprunteurs ;
 - MIDEFHOPS a organisé la distribution directe des kits AME pour 5000 ménages déplacés à Nzenga et Kyavithumbi.
- Ce qui laisse un gap de 18 130 ménages déplacés et 26 685 ménages retournés.**

Les activités quotidiennes essentielles dont votre ménage a plus du mal à réaliser

Activités	Fréquence	% Ménages	Commentaires
Dormir	56	98.25	Il est donc remarqué que la plupart des activités requièrent l'utilisation des AME pour améliorer les conditions de vie des ménages déplacés et des familles d'accueil.
Cuisiner	46	80.7	
S'habiller	44	77.19	
Stocker l'eau et les aliments	40	70.18	
Se laver	33	57.89	
Autres	10	17.54	

c. Stratégie d'intervention

En termes de disponibilité des AME sur les marchés, Kasindi est un centre commercial très important avec des articles en quantité et qualité pour absorber la capacité en assistance en AME bien que certains commerçants ayant de capacité économique considérable sont aussi présents à Bulongo et à Nzenga. Tous les commerçants de la zone évalués s'approvisionnent sur le marché ougandais. Ce qui pourrait donner la possibilité d'organiser des foires aux AME.

Solutions proposées pour améliorer l'accès de votre ménage à des articles ménagers essentiels

Solutions proposées	Fréquence	% Ménages
Distribution des AME	57	100
Amélioration de la sécurité pour aller sur le marché	13	22.81
Plus de partage avec les ménages d'accueil	9	15.79
Autres	2	3.51

- Assister ces ménagers déplacés en articles ménagers essentiels sous forme des foires pour leur permettre d'avoir des articles ménagers essentiel de leur choix ;
- Une assistance en cash pourrait également avoir un impact positif direct sur les priorités des ménages. Comme deux marchés sont opérationnels dans la zone évaluée, il convient de conduire une étude approfondie de capacité du marché à absorber la demande pour une foire au profit d'environ 18 130 déplacés et 26 683 ménages (déplacés et familles d'accueil) cibles potentielles d'une assistance en AME ; Distribution du cash pour permettre aux bénéficiaires d'acheter librement les vivres de leurs choix respectifs, et de répondre à plusieurs besoins multisectoriels pouvant faciliter la diversification alimentaire et faciliter le choix des vivres au marché par les bénéficiaires .
- L'évaluation a identifié que 68% des femmes PDI sont en âge de procréation ont besoins de kit de dignité pour leurs besoins intimes.

2.4. SANTE et NUTRITION

a. Note méthodologique :

Les données en Santé ont été collecté par :

- *Enquête ménage auprès des familles déplacées et d'accueil avec enfants en âge scolaire ;*
- *Revue documentaire et Echange avec les autorités sanitaires (Médecin Chef de Zone de Mutwanga, les IT des aires de santé, CODESA, les RECO, ...)*
- *Discussion avec les groupes spécifiques ;*
- *Observation directe des infrastructures sanitaires ;*
- *Consultation des documentations à la ZS, dans les AS et les structures sanitaires*

b. Fonctionnalité des FOSA

- Toutes les 9 formations sanitaires fonctionnent 24h/24 et possède du personnel qualifié ;
- Elles possèdent toutes les kits PEP adultes mais manquent des kits PEP pédiatriques ;
- Les formations sanitaires (FOSA) de la zone organisent aussi la prise en charge des urgences obstétricales, néonatales et pédiatriques, des accouchements assistés, la consultation préventive (CPN, CPS et CPON), la vaccination ;
- Les UNTA sont fonctionnelles dans les 9 FOSA qui organisent le dépistage de malnutrition aiguë sévère et malnutrition aiguë modérée ;
- Les intrants mis à disposition par Santé Plus sont encore disponibles dans les toutes les formations sanitaires évaluées.

Accessibilités aux soins

Tableau 4 : Admission et sortie de la Zone de santé Mutwanga de septembre à novembre 2022

	Médecine interne	Pédiatrie	Chirurgie	Gynéco-obstétricale	Autres
Nombre des lits montés	1053	646	301	486	51
Malades en hospitalisation au début du mois	242	191	49	165	2
Malade admis au cours du mois	1515	1257	350	879	26
Dont référé	362	312	38	144	3
Dont enfants < 5ans		603	2		14
Sortants du mois	1655	1296	359	887	34
Guéris	1711	1558	356	1121	29
Statuquo	31	5	3		
Evadés	60	34	3	5	
Décès avant 48h	9	9	2	1	
Décès après 48h	29	12	2	1	
Total décès enfants < 5ans		22	2		
Transféré vers autres hôpitaux	271	241	207	142	
Contre – référence vers CS / autres FOSA	421	385	288	203	
La léthalité intra hospitalier			7%		
La léthalité intra hospitalier des enfants < 5 ans			3,6%		

- Malgré la présence du Projet PDSS dans ces 9 AS, l'accès aux soins pose un sérieux problèmes chez les déplacés et les retournées ne sachant pas payer le ticket modérateur à la suite du conditions sociaux économiques précaires. Sur les 9 aires de santé évaluées, seulement les AS Kangauka, Kasanga et Lubiriha ont taux d'utilisation en curatif de 100% ou plus. Les six autres ont un taux en dessous de 20% ;
- Coût moyen de consultation et hospitalisation varie entre 5000 à 40 000FC c'est qui parait exorbitant pour les déplacés et retournés.

Les facteurs qui constituent le plus grand obstacle pour l'accès aux soins

Facteur limitant l'accès aux soins	% de ménages faisant face à cette difficulté
Manque de moyens financiers	73.68
Longue file d'attente avant d'être reçu	5.26
Risque sécuritaire	3.51
Avoir une autorisation	3.51
Attitude du personnel soignant	3.51
Distance du centre de santé ou de l'hôpital	1.75

Situation nutritionnelle

- Pour les enfants de 6 à 59 mois, la zone affiche une MAG de 18.87% et une MAS de 9.05% ;
- ANJE – U : Le déplacement récurrent et l'insécurité empêchant l'accès au champ ont fait couper les familles de sources de nourriture diversifiée ;
- La ZS a 15 UNTA fonctionnelles dans les 15 aires de santé sur 20 opérationnelles à Mutwanga actuellement ;
- **L'ONG Action of the Future a une réponse nutrition dans 10 aires de santé de la ZS de Mutwanga dont 6 des neuf aires de santé évaluées.**

Pharmacie

- Seuls 2 CSR et CR sur 9 évalués n'ont pas connu de rupture en médicaments traceurs et ou médicaments essentiels les 3 derniers mois. Parmi le 7 formations sanitaires qui sont tombées en rupture 3 ont fait plus de 7 jours de rupture en amoxicilline, paracétamol, ampicilline...

- Rupture en certains intrants de la lutte contre le VIH (Ex. Condom)

PCI

- 9 CSR et CS sur 9 évalués soit 100% n'ont pas assez d'intrants PCI de base et complémentaire. L'équipe d'évaluation a constaté relâchement dans la gestion des déchets mais aussi zone en déchets non conforme (soit non clôturé, incinérateur en mauvais état...);
- 70% du personnel non formé en PCI;
- Aucune formation sanitaire ne dispose de triage ni pré triage (aucun screening à l'entrée de la fosa). 7 formations sur 9 n'ont même pas de stations de lavage des mains à l'entrée de leurs structures pendant que la AS de Mutwanga est frontalière de l'Ouganda où sévit l'épidémie d'Ebola.

Tableau 5 : Etat des infrastructures sanitaires ET les recommandations

FOSA	En dur	Semi-durable	Bon état	Assez bon	Partiellement détruit	Complètement Détruit	Commentaires
CSR LUME	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non	3 bâtiments incendiés par les groupes armés 57/78lits avec matelas incendiés
CS KUDI3	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Un bâtiment en construction par fond propre
CS NZENGA	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Maternité construite en dur et 1 Bâtiment en construction par fond propre
CSR BULONGO	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Construction en cours au compte du programme de développement des 145 territoires
CSR LUBIRIHA	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Un nouveau bâtiment de la maternité en cours de construction
CSR KANGAHUKA	Oui	Non	Non	Oui	Non	Non	2 bâtiments vétustes, et 1bâtiment en construction pour les activités de PMI
CS KASANGA	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	1 bâtiment en construction qui nécessite un appui
CS LAFRONTIÈRE	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non	Besoin d'un partenaire pour la construction
CS KITOKOLI	Oui	Non	Oui	Non	Non	Non	Bâtiment de la maternité non achevé

Recommandations	Responsable de suivi	Deadline
Assurer une réhabilitation mineure et complète dans les neuf CSR et CS.	Partenaires du Cluster Santé	Janvier 2023
Appui des 9 CS en médicaments essentiels pour un accès aux soins aux IDPs et les retournés	Partenaires du Cluster Santé et AOF dans 7 FOSA (Nzenga, Bulongo, Lume, Kangauka, Lubiriha, La Frontière et Kasanga)	Decembre2022
Renforcer la formation des prestataires en PCI, approvisionnement en équipement PCI et en infrastructure (Zone en déchet)	Partenaires du Cluster Santé, AOF	Janvier 2023
Renforcer la chaîne de froids pour la conservation des vaccins	Partenaires du Cluster Santé	Janvier 2022
Renforcer les activités communautaires sur la prévention de la malnutrition dans les toutes les 9AS zones de santé.	Partenaires du Cluster Nutrition, AOF	Janvier2023
Insérer dans le registre de consultation le rubrique PDI et retourné pour mieux suivre leur prise en charge et leur vulnérabilité	BCZ et ITs	Immédiat
Appuyer la gratuité des soins dans les 5 aires de santé n'ayant pas d'acteurs	Partenaires du Cluster Santé	Immédiat
Couvrir les besoins nutritionnels dans 2 aires de santé Kitokoli et Kudi 3 et non prises en charge par AOF	Partenaires du Cluster Protection	Immédiat

	Critère de vulnérabilité			ZS MUTWANGA																	
				CSR BULONGO		CSR LUME		CS LAFRONTIERE		CSR LUBIRIHA		CSR KANGAHUKA		CS KITOKOLI		CS KUDI 3		CS NZENGA		CS KASANGA	
	1	3	5	Evaluation décembre 2022																	
Flambée signalée dans la région ou augmentation significative de la maladie	Pas d'épidémie	Augmentation significative de la maladie, mais pas d'épidémie	Epidémie	Non	0	Non	0	Non	0	Augmentation des maladies diarrhéiques	3	Non	0	Augmentation significative de la maladie, mais pas d'épidémie	3	Non	0	Non	0	Augmentation des malades ; les centres sont utilisés à plus de 150%	3
Niveaux SAM ou GAM élevés ou tendances à la hausse	< 10%	10-15% or increasing trends	> 15% MAG, > 3% MAS ou tendances à la hausse	23,9	5	8.5	3	6.53	1	11.05	3	9.96	3	8.3	3	7.1	3	41	5	33.5	5
Rupture de stock de médicaments traceurs	Rupture de stock de moins de 5 articles traceurs	Rupture de stock de 5 articles traceurs ou plus	Aucun élément traceur présent	Rupture en amoxicilline	0	Rupture en amoxicilline, paracétamol, Erythromycine, quinine	5	Pas de rupture	0	Rupture en quinine, fefol, ACT de 6 à 13 ans	3	Pas de rupture	0	Rupture ACT 0 à 11 mois	1	SRO et Amoxicilline	3	Prerupture en ATPE	1	Prerupture en ATPE	1
Service de SONU de base	Fonctionnement normal des livraisons et des références	Livraisons normales mais pas de références ; ou références sans livraisons	Aucun service ou rupture de stock de toutes les fournitures requises	Fonctionnel	1	Fonctionnel	1	Fonctionnel mais avec des cas de référence	3	Fonctionnel	1	Fonctionnel	1	Fonctionnel mais avec des cas de références	1	Fonctionnel mais avec des cas de références	1	Fonctionnel mais avec des cas de références	1	Fonctionnel mais avec des cas de références	1
Service de nutrition	Services de Nutrition fonctionnent	Les services de nutrition fonctionnent partiellement - mauvaise qualité ou manque d'équipement requis	Pas de services de nutrition ou rupture de stock d'ATPE	Pre-rupture de stock d'ATPE	3	Pre-rupture d'ATPE	3	Pre-rupture de stock d'ATPE	3	Pre-rupture de stock d'ATPE	3	Pre-rupture en ATPE	3	Pre-rupture de stock d'ATPE	3	Pre-rupture de stock d'ATPE	3	Pre-rupture de stock d'ATPE	3	Pre-rupture de stock d'ATPE	3

2.6. PROTECTION

a. Note méthodologique :

Les données en Protection ont été collecté par :

- Echanges dans les groupes de discussion ;
- Entretien avec les autorités, les services étatiques, les services sanitaires ;
- Entretien individuel ;
- Entretien avec les informateurs clés

b. Protection générale

- La protection générale des déplacés et des retournés dans les localités évaluées dont Kyavithumbi, Nzenga, Bulongo, Lume et Kasindi est volatile bien qu'ils vivent en bonne collaboration avec la population d'accueil ;
- Les mouvements de population sont liés à 88% aux affrontements entre les forces loyalistes et groupes armés et aux attaques des groupes armés et des miliciens locaux contre les civils et leurs biens et contre les attributs de l'Etat depuis décembre 2020 et à 10 % aux conflits ou de pouvoir. Ces activités d'acteurs armés sont à l'origine de déplacement et de la dégradation de la situation de protection 123 138 personnes déplacées et 133 425 personnes retournés et de 70 521 personnes autochtones. Les populations déplacées ont plus besoin de la protection du fait qu'ils sont exposés aux risques plus élevés du fait d'être dans loin de leur milieu d'origine. 60% d'informateur – clés pensent qu'une accalmie pourrait être observée dans la zone à la suite des opérations conjointes FARDC – UPDF qui se sont intensifiées pendant que 7% pensent que les conflits pourraient s'exacerber malgré le déroulement des opérations SHUJAA ;
- Depuis le début de la crise, 3545 incidents de protection ont été rapportés dans la zone.

Tableau 6 : Les données sur les incidents de Protection

Exactions	# IC ayant remonté cette exaction		# GD ayant remonté cette exaction	
	Milieu d'origine	Milieu d'arrivée	Milieu d'origine	Milieu d'arrivée
Violence physique	22	17	13	8
Incendie/destruction de maisons	20	8	7	4
Attaques contre les lieux publics (écoles, centres de santé, églises)	19	10	9	3
Agression sexuelle	18	15	11	7
Recrutement d'enfants	18	10	6	3
Enlèvement	18	15	7	4
Extorsion des biens	16	14	7	4
Exploitation sexuelle	14	15	10	7
Mariage forcé des filles	14	11	5	4
Vols / braquages	14	9	8	5
Taxes illégales	12	8	5	2
Violation du droit à la liberté de mouvements ou expression	8	11	7	4
Travaux forcés	7	11	5	2

- Si les groupes de discussions ont fait mention d'un nombre d'incidents décroissant en milieu d'arrivée par rapport au milieu d'origine, il sied de signaler que les échanges avec les informateurs – clés ont révélé une faible amélioration concernant la violence physique, les violences basées sur le genre et que les déplacés et que les retournés et les autochtones font même face à une situation dégradée concernant le droit à la liberté de mouvements ou d'expression et soumis à plus de travaux forcés ;
- Les populations déplacées sont bien accueillies dans des familles d'accueil. Malgré cette coexistence, des activités comme tables rondes, dialogues communautaires pour la cohésion sociale s'avèrent indispensables dans le cadre de sauvegarder un climat d'attente entre ceux des familles d'accueils et des IDPs, surtout à Kyavithumbi et Nzenga où 1/3 de la population IDPs et Retournées ont reçus des kits AME ;
- Les acteurs de protection comme INTERSOS, MIDEFEHOPS, AVSI, SOFEPADI, CARITAS et ACOPE offrent les assistances respectivement en monitoring de protection, en protection communautaire, prise en charge VGB et en protection de l'enfance mais certains d'entre eux ont des assistances limitées dans certaines localités/communes et non dans d'autres.

c. Violence Basée sur Genre

- 319 maisons de tolérances (QG) dans la zone évaluée (Kyavithumbi, Nzenga, Lume et Kasindi) hébergeant 823 femmes dont 417 filles ;
- 400 cas de viols identifiés, 517 cas de VBG et 1073 cas d'exploitation sexuelles. Les victimes de viols identifiés ont été suivis sur le plan médical en leur offrant les premiers secours en Kit PEP mais demande qu'il y ait un appui financier pour couvrir une réponse holistique pour les cas de VBG. Bon nombre des femmes subissent différentes pratiques liées au VBG sans dénonciation dans le ménage d'accueil de part le pouvoir qu'ils ont sur ces ménages déplacés ;
- Le revenu insuffisant des ménages et l'oisiveté exposent les enfants et femmes à l'exploitation sexuelle et divorces et autres formes des VBG par leurs hôtes mais n'ose pas dénoncer du fait de position de faiblesse ;
- Le cas de sexe survie dans la communauté est rapporté dans la zone évaluée causée par une précarité de situation d'existence dans différentes familles dans la zone et du fait que les localités/communes évaluées ont passé plusieurs années sans assistances consistantes dans tous les domaines de la vie.

d. EEI et REG

- Les autorités ont rapporté la présence de plusieurs engins explosifs improvisés et des restes de guerre qui ont fait une vingtaine des victimes depuis le début de l'année 2022 des personnes sur les chemins de et dans leurs champs. De même, les groupes armés installent des EEI sur des corps des personnes qu'ils ont tués pour piéger des personnes qui voudraient les récupérer pour les enterrer dignement. Cette situation a été révélée dans toutes les localités et communes évaluées.

e. Protection de l'enfant

- 417 enfants exploités à des fins économiques
- Manque des jugements supplétifs pour les enfants non enregistrés à l'état civil. Plus de 7000 enfants non enregistrés à l'état civil ;
- 117 enfants non Accompagnés sont présents dans les zones de déplacement dont 60 filles et 57 garçons² ;
- 30% des enfants autochtones et plus de 70% d'enfants déplacés et retournés ne sont pas inscrits à l'écoles par l'insuffisance des salles d'accueil, ce qui les expose à plusieurs risques de protection ;
- 70 élèves déplacés à Kasindi ont été refoulés à l'école par manque des frais de participation aux examens d'Etats.
- Les besoins en protection de l'enfant sont accrus du fait que les autres enfants sont exposés aux recrutements par les groupes armés.
- Dans toute la zone évaluée, seul MIDEFEHOPS a un paquet limité en prise en charge psychologique et juridique par rapport aux problèmes criants de protection.

² Cfr donnée récoltées lors de ERM décembre 2022 auprès de l'organisation de la protection de l'enfant

- Le projet d'ACOPE est à la fin et qui prenait en compte les cas de réinsertion des enfants sortis des forces et groupes armés. La protection des enfants est un besoin ressenti dans la communauté sur tous les plans de la protection de l'enfant comme la prise en charge psychosocial, médical, juridique et judiciaires, dans la mise en place des activités récréatives des enfants pour permettre une détraumatisation au regard la situation vécue, l'organisation des audiences foraines d'enregistrement des enfants, appui aux bureaux d'Etat en meubles et fournitures, plaider pour l'obtention du moratoire après des autorités provinciales et la dotation en registre des naissance vue qu'il y a carrasse dans la zone.

f. Logement, Terre et Propriété

- Lors des groupes de discussion et des échanges avec les informateurs - clés, respectivement deux et trois d'entre eux ont rapporté des situations de conflits fonciers et/ou intercommunautaires qui sont à l'origine de la dégradation de la situation de protection de la population ;
- À la suite de l'insécurité persistante depuis près de deux ans et du fait des attaques des groupes armés qui ciblent systématiquement les civils soit directement soit en utilisation des engins explosifs ; les déplacés, les retournés et les autochtones de la zone n'ont pas accès à leurs champs et ont de fois des difficultés à atteindre les marchés ;
- La rareté de terre arable à la suite d'une forte concentration des déplacés (60% dans les lieux d'origine) pousse les populations riveraines du Parc, surtout les déplacés sans terre à cultiver (l'agriculture étant l'activité principale de plus de près de 60% de population de la zone évaluée), à chercher les terres arables dans l'étendue du Parc de Virunga. Ce qui engendre un conflit entre l'ICCN et la population riveraine surtout dans le groupement de Basongora. Un déplacé a perdu la vie par le tir des garde – parcs à Kasindi lors d'une opération de déguerpissement ;
- Plus de 40% des déplacés qui sont dans la maison de location courent le risque d'éviction par leurs bailleurs faute de revenu pour honorer leur loyer.

g. Protection contre l'Exploitation et l'Abus Sexuels

- Malgré la présence d'acteurs humanitaires et la précarité de la situation socio – économique de la communauté hôte et des déplacés, les notions de PSEA et redevabilité ne sont pas très connue par la communauté et ne sont pas assez vulgarisées par les humanitaires ;
- Pendant cette mission, OCHA et les partenaires de la mission ont organisé le briefing sur les principes humanitaires et la Protection contre l'Exploitation et Abus Sexuels au profit de 204 personnes constituées des autorités politico – administratives, coutumières et des services étatiques, des officiers de l'armée congolaise et de la police nationale congolaises, des différentes organisations de la société civile et différentes couches sociales du Secteur de Rwenzori dont fait partie la zone de santé de Mutwanga.

2.7. SECURITE ALIMENTAIRE

a. Note méthodologique :

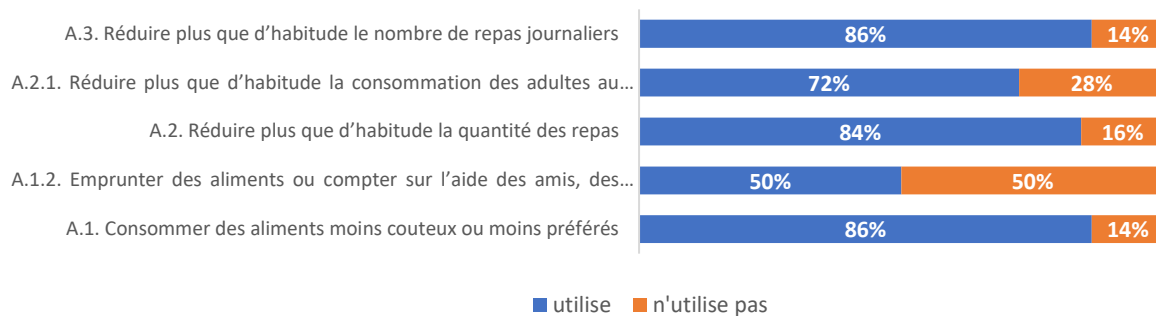
Les données en Protection ont été collecté par :

- *Echanges dans les groupes de discussion ;*
- *Entretien avec les autorités, les services étatiques, les services sanitaires ;*
- *Entretien individuel avec les populations lors des enquêtes ménages ;*
- *Entretien avec les techniciens agricoles et développement et avec les corporations des commerçants ;*
- *Observation des champs et visite marché ;*
- *Analyse des données IPC*

b. Situation de la sécurité alimentaire dans la zone évaluée

b.1. Résumé de la situation de la sécurité alimentaire

- Les déplacements récurrents qui ont eu lieu dans la zone, à la suite de l'insécurité et aux attaques des groupes armés constitue le principal choc qui impacte sur la sécurité alimentaire des populations déplacées et retournée et même des populations hôtes. La zone a enregistré plusieurs des mouvements pendulaires qui ont sensiblement perturbé le système alimentaire de zone. Les données démographiques collectées reprises dans le tableau 3 font montre de cette situation ;
- Ces données corroborent avec les résultats de l'IPC de juillet 2022 alignés aux zones de santé qui ont classé Mutwanga dans la phase IPC 4 avec environ 97 760 personnes en insécurité alimentaire aiguë représentant 43% de la population globale. Environ 39 104 personnes (plus de 20% des populations) sont dans la phase d'urgence alimentaire ;
- Par rapport à la production agricole, élevage et pêche : Une forte proportion des moyens d'existence des ménages est basée sur le commerce transfrontalier avec l'Ouganda avec seulement 56% des ménages engagés dans l'agriculture. Cependant pour donner suite aux vagues successives des déplacés depuis juin 2022, les activités de production agricole et pastorale sont impossibles dans les villages d'origine. D'autres part les zones d'accueil généralement contiguës aux zones frontalières de l'Ouganda et à la réserve de l'ICCN et offrent ainsi moins d'opportunité agropastorale à termes de disponibilité de terre ;
- Par rapport à la situation économique des marchés : ces derniers sont accessibles du point de vue géographique et sécuritaire ; cependant la faible production due à l'accessibilité réduite des milieux d'origine et l'augmentation grandissante de la demande ont fait galoper les prix de puis mai 2022 dans l'ordre de 20 à 50%. Indépendamment de statuts des déplacés, retournés ou population hausse, le niveau de revenus des ménages s'avère difficilement s'adapter aux fluctuations des marchés.
- Positionnement des partenaires et assistance dans la zone : quelques acteurs locaux sont opérationnels dans la zone, notamment UHS, FAEVU, ADELU, IPASC-RDC, SOCOAC. Ces partenaires interviennent avec de très faibles moyens de proximité ; cependant depuis avril 2022, aucune assistance de grande envergure n'a été apportée à l'exception de Care International qui est intervenu dans la zone début décembre 2022 avec une assistance en vivres pour 2370 ménages en un cycle de demi-ration à Kasindi.
- L'analyse de l'indice de la faim dans les AS Nzenga, Bulongo, Kitokoli, Lume, Kudi 3, Kangahuka, Lubiriha, La Frontière et Kasanga, montre que dans les 30 derniers jours, 100% des ménages sondés ont manqué à manger par manque de moyens de s'en procurer. Dans plus de 15 jours 98% des ménages, au moins deux personnes ont expérimenté de dormir affamés parce qu'il n'y avait pas suffisamment de nourriture et 99% des ménages ont expérimenté de passer des journées et des nuits entières sans manger par manque de nourriture. Les dépenses alimentaires représentent 95% des dépenses effectuées par les ménages, ce qui traduit l'annihilation des autres besoins des ménages pourtant essentiels. D'où la nécessité de renforcer la réponse en sécurité alimentaire.
- Par rapport à l'impact sur la sécurité alimentaire des ménages : Les données de sondage auprès centaines de ménages (Déplacés 72%, Retournés 21% et Résidents 6%) appuyées par les données issues celles des focus groupes et des entretiens avec les informateurs clés démontrent que l'insécurité alimentaire des ménages est très préoccupante et que l'Accès aux vivres/moyens de subsistance comme l'estime 89% des populations sondée est comme étant le premier besoin prioritaires de la zone, suivi de l'accès aux soins de santé 63%, l'accès aux articles ménagers essentiels 58% et l'amélioration de la sécurité 53%.
- La taille des moyennes des personnes étant de 8 personnes (d'après l'enquête ménage, plus de 90% des ménages ont une moyenne d'un repas par jour ce qui traduit des problèmes sérieux de disponibilité et d'accès aux aliments susceptibles de provenir des productions, achats ou aide alimentaire. La majorité des ménages vivent aux dépens de la communauté d'accueil, ce qui explique le faible **score de diversité alimentaire (score 3)** et de monotonie alimentaire dans le sens que les ménages préfèrent recourir à des aliments très moins cher, pour maximiser la quantité. Seul 7% des ménages ont des petits stocks de réserve pour subvenir aux besoins alimentaires. Le graphique suivant montre le niveau d'utilisation des stratégies de survie :



- Les options pour améliorer l'accès à une alimentation saine et nutritive sont nettement limitées : En effet, les principales denrées alimentaires de la zone notamment le riz, le haricot, la banane plantain, le manioc et le fofou sont disponibles aux marchés, mais le niveau de revenu des ménages reste faible pour s'en procurer.
- Les principaux facteurs impactant la sécurité alimentaire des populations sont :
 - Les problèmes de sécurité pour accéder aux champs /pâturages/zones de pêche - 86% ;
 - La perte des stocks et des semences - 42% ;
 - L'augmentation des prix sur les marchés locaux - 30% ;
 - La perte des outils / moyens de production - 28% ;
 - La perte ou manque de revenus -23% ;
 - La perte de récoltes - 18% ;
 - Le manque de vivres sur les marchés locaux -14% ;
 - Les problèmes de sécurité limitant l'accès aux marchés - 11% ;
 - La Réduction de l'opportunité à l'emploi - 5%,
 - L'état des routes - 4% ;
 - Les conflits intercommunautaires limitant l'accès à la terre.
- Par rapport aux moyens d'existence : Avec l'abandon des champs qui est l'une des sources principales de revenu des populations ; les capacités, les actifs et les activités nécessaires de ménages à mettre en place pour gagner de l'argent et s'assurer les moyens de vivre sont complètement érodés. Plus de 67% des ménages agricoles avaient fui pendant la période de récolte de la saison et abandonné leurs moyens de production, ce qui renforce leur vulnérabilité vis-à-vis des moyens d'existence de la zone notamment l'agriculture, le commerce, la pêche.

b.2. Justification de l'intervention et Recommandations sectorielles :

- Les solutions suivantes ont été collectées au sein des populations dans le but de faire face à cette situation humanitaire du point de vue de la sécurité alimentaire : Distribution de vivres - 88% ; Distribution du cash - 72% ; Amélioration de la sécurité pour faciliter l'accès aux champs /pâturages/zones de pêche -58% ; AGR (Activités génératrices des revenus) - 30% ; Distribution des semences /outils - 25%, Cash for Works -16% ; Aide à l'emploi - 7% ; Distribution des intrants de pêche ou d'élevage - 6% ; Médiation intercommunautaire pour accès à la terre - 4% ; Sécurisation pour favoriser la reprise des marchés - 2%.
- Les préférences pour le soutien aux moyens d'existence sont : les AGR (Activités génératrices des revenus) - 82% ; l'Élevage – 56% ; l'Agriculture 54% ; l'Artisanat 32% ; la Pêche 14%.
- Les préférences par rapport à l'appui à l'agriculture sont : Maïs 40 % , Manioc 35%, Riz 32%, Haricot 30%, Arachides 19%, Patate douce 15% ; Banane plantain 4%.

Tenant compte de ces solutions et dans le cadre de la redevabilité envers les bénéficiaires, **il est recommandé** :

- La mise en place des interventions d'assistance alimentaire d'urgence (vivres ou cash) vis les besoins critiques et la carence alimentaire criante au sein des ménages déplacés, retournés et des familles d'accueil.
- Le renforcement de l'assistance alimentaire d'urgence par la réhabilitation et renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables en vue de permettre une résilience et une adaptation des déplacés aux chocs en cours.
- Appuyer la zone avec un paquet d'intervention harmonisée, d'où la nécessité de coaliser tous les efforts pour qu'il y ait un ciblage unique au niveau de toute la zone et que les interventions se fassent sur base d'une seule base des données.

- Le besoin à considérer dans la zone étant de pour l'ensemble de la zone il se relève un besoin d'environ 244 307 personnes (47 241 ménages) dont 90 251 pour l'assistance alimentaire d'urgence.
- La non-réponse dans le secteur sécurité alimentaire dans cette zone pourra avoir pour effet la détérioration avancée de la situation alimentaire avec une recrudescence sur le retard de croissance chez les enfants 0 à 5ans, la fragilisation de l'état de santé des ménages et partant la mortalité. De plus, des problèmes de protection et de cohabitation avec les populations hôte dus aux vols de bétails et dans des champs, et d'autres stratégie de survie qui peuvent entraîner des conséquences imprévisibles.

2.8. WASH

a. Note méthodologique :

Les données en WASH ont été collecté par :

- *Echanges dans les groupes de discussion ;*
- *Entretien avec les autorités, les services étatiques, les services sanitaires des aires de santé et des écoles, les comités de gestion d'eau ;*
- *Entretien avec les informateurs clés*
- *Observation directe des états des ouvrages et de la fréquentation*

b. Composante Eau

L'évaluation dans les six localités a permis d'identifier les ouvrages d'eau utilisés par la population hôte, les déplacés et les retournés. Il ressort que l'eau est disponible dans la zone mais la desserte est d'environ 31% à la suite :

- Des mouvements de population qui a augmenté de 60% le nombre d'utilisateurs pour lesquels les ouvrages étaient initialement construits ;
- De la dégradation des ouvrages surtout à cause du vieillissement du dispositif de desserte.

Tableau 7 : Disponibilité en eau potable par aire de santé/agglomération

Aire de santé	Type/nombre de point d'eau disponible	Taux de couverture actuel	Problèmes identifiés
Nzenga	<ul style="list-style-type: none"> • 1 adduction construite en 1991 par SNHR de réservoir • 5 sources construites par HYFRO – CERF UNICEF en octobre 2022 	15%	<ul style="list-style-type: none"> • Adduction en mauvais état à la suite du vieillissement de l'ouvrage. Débit de 0,3 l/s, réservoir de 242 m³ et Gérée par le COGEPE de Nzenga • Les sources construites par Hyfro sont encore neuves et bien fonctionnelles de débit variant entre 0.1 et 0.2 l/s ; • Fonctionne pendant 12h de la journée ; • Montée démographique et à l'afflux des déplacés – 74% de population
Kitokoli	<ul style="list-style-type: none"> • 1 adduction d'une capacité de 240 m³ et puits construit en 2012 par World Vision 	68%	<ul style="list-style-type: none"> • Ouvrage en état moyennement dégradé après 10 ans de fonctionnement • Débit moyen de 7.8 l/s, Réservoir de 230 m³ et gérée par le COGEPE de Bulongo
Bulongo	<ul style="list-style-type: none"> • 1 adduction et sources construites en 2012 par World Vision 	31%	<ul style="list-style-type: none"> • Réservoir et tuyauterie en mauvais état • Fonctionne pendant 6h de la journée • Montée démographique et à l'afflux des déplacés – 35% de population
Lume	<ul style="list-style-type: none"> • 2 mini adductions et Sources construites par OXFAM, CEPROSSAN, HYFRO 	49%	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise qualité d'eau en termes de goût et tarit partiellement en saison sèche ; • Débit moyen 3 l/s, réservoir de capacité total de 140 m³, gérée par PPEHA/COGEP de Lume ;
Kudi 3	<ul style="list-style-type: none"> • 1 adduction et Sources par OXFAM, CEPROSSAN, HYFRO 	44%	<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionne pendant 4 h de la journée ;

			<ul style="list-style-type: none"> Montée démographique et à l'afflux des déplacés – 35% de population
Kangauka	<ul style="list-style-type: none"> Adduction et Puits 	26%	<ul style="list-style-type: none"> La couverture en eau moyenne à Kasindi est de 31% ; ACOEP/K-L gère le réseau d'adduction d'eau construit pas HYFRO, SI, Oxfam, Médair, BDD et Kuhunga : 197 points d'eau (184 bornes, 8 puits et 5 sources) et couvrant un total de 8 000 ménages ; L'eau est payante à raison de 10 FC/bidon de 10 l par jour ; Engouement dans 9 bornes fontaines le long de la route. Débit moyen : 10l/s (système continu), 1,4 l/s (stockage), temps d'attente = 1h ; Kasindi port : 2500 FC / bidon car transporté à vélo en période de pluie à partir de Kasindi sur 9km ; IDPs : accès gratuit à l'eau pour 2 mois aux déplacés qui viennent avec la lettre de l'autorité et après, ils paient l'accès à l'eau.
La Frontière	<ul style="list-style-type: none"> Forage moderne 	16%	
Lubiriha	<ul style="list-style-type: none"> Adduction et Puits 	46%	
Kasanga	<ul style="list-style-type: none"> Adduction et Sources 	56%	

c. Composante Assainissement

- Assainissement dans les communautés

i. Latrines

Nombre de personnes ayant accès aux latrines

Personnes	Pourcentage	Commentaires
Tous les membres du ménage ont accès à une latrine	78.95	<ul style="list-style-type: none"> Les données de la zone de santé de Mutwanga montrent que la couverture en latrine est seulement à 20% bien que 80% des ménages accèdent aux latrines. Cela signifie un ratio de 1 latrine pour 48 personnes ou 9 ménages en moyenne.
Tous les membres du ménage ont accès à une latrine mais seulement certains l'utilisent	1.75	
Personne dans le ménage a accès à une latrine	1.75	

Les problèmes liés aux latrines (EM)

Personnes	Pourcentage	Commentaires
Latrine non hygiénique (des matières fécales dans le sol)	59.65	<ul style="list-style-type: none"> Les enquêtes ménages ont révélé que 32% des latrines sont hygiéniques dans la zone évaluée. Ce qui nécessite de mettre en place une activité de sensibilisation sur les règles d'hygiène Environ 9% des ménages de la zone n'ont pas accès aux latrines, soit un besoin de construction de 4 253 latrines
Latrine hygiénique (pas de matières fécales dans le sol)	31.58	
Pas de latrine	8.77	

ii. Stockage des déchets

Lieux de dépôt des déchets domestiques	% Ménages
Trou à ordures	47.37
Chaotique partout dans la concession	42.11
Zone de décharge en dehors de la concession	10.53

- **Assainissement dans les formations sanitaires**

Tableau 8 : situation de l'eau et de l'assainissement dans les structures sanitaires :

CS	Ouvrages d'eau et d'assainissement					Gap d'ouvrages				
	Point d'eau	Portes Latrine	Portes douche	Incinérateur	Fosse placenta	Point d'eau	Portes Latrines	Portes douche	Incinérateur	Fosse a placenta
Nzenga	1	6	4	0	1	0	7	6	1	0
Kitokoli	1	2	4	0	1	0	6	6	1	0
Bulongo	1	10	5	0	1	0	5	6	1	0
Lume	1	5	4	1	1	0	5	5	0	0
Kudi 3	1	4	4	1	1	0	4	4	0	0
Kangauka	1	6	6	1	1	0	6	5	0	0
La Frontière	1	6	7	1	1	0	7	4	0	0
Lubiriha	1	7	8	1	1	0	8	4	0	0
Kasanga	1	4	5	1	1	0	5	4	0	0
						0	53	44	3	0

Tous les CSR et le CS ont au moins un point d'eau fonctionnel et une fosse à placenta mais les autres ouvrages comme les latrines, les douches et les incinérateurs sont en gap.

- **Assainissement dans les écoles**

Latrines Garçons	Latrines Filles	Latrines Mixtes	Latrines Handicapés	Latrines Enseignants	% Ecoles avec Latrines Hygiéniques	% Ecoles avec Lave Main	% Ecole avec Savon	% Ecoles avec Stockage Déchets	% Ecoles avec Comité d'Hygiène
205 portes pour 13626 élèves garçons soit 1 latrine pour 67 garçons	252 portes pour 14426 élèves filles soit 1 latrine pour 58 filles	16 latrines mixtes pour 1570 filles et garçons	1 à l'EP Kibanda à Kasindi et 2 à l'EP Pandolo à Bulongo	45 portes pour 744 enseignants	39%	27%	45%	55%	82%

- 5% d'écoles sont sans latrines entre autres les EP Mighenor avec 221 élèves sont 81 déplacés, EP Kinziki avec 232 élèves et EP Mighende avec 336 élèves dont 110 déplacés ;
- Près de la moitié d'écoles de la zone ont plus de 50 élèves pour 1 latrines et 1 école sur 5 a plus de 100 élèves pour 1 latrine ;
- 5% d'écoles ont des latrines non séparées par sexe, ce qui représente un risque protection élevé pour 1 570 élèves de la zone à Lume et Kyavithumbi.

d. Composante Hygiène

- L'enquête ménage révèle que, sur une estimation de 85,655 enfants déplacés de moins de 5 ans dans la zone, 30% ont fait un épisode de diarrhée dans les 2 semaines passées ;
- Dans les communautés évaluées, 92% des familles déplacées n'ont pas accès aux kits de lavage des mains dans leurs ménages ;
- Dans les structures de santé, on observe une insuffisance en kits WASH (pour le nettoyage et le lavage) ;
- Dans certaines écoles, seulement 27% possèdent des dispositifs de lave – mains et 45% seulement ont de savon pour les besoins d'hygiène scolaire.

Les problèmes qui entravent l'accès au savon dans votre ménage

Cause d'accès au savon	Pourcentage	Commentaires
Le savon est trop cher sur le marché	59.65	Seuls 18% des ménages disposent du savon dans les ménages mais seulement 10 % l'utiliserait réellement pour les besoins de lavage de mains et 4 % ont affirmé utiliser de la cendre pour se laver les mains.
Préfère ne pas répondre	3.51	
Nous préférons des produits alternatifs (cendre, ...)	3.51	
Le savon n'est pas disponible sur le marché	3.51	
Le savon n'est pas nécessaire	1.75	

Solutions proposées par les personnes interrogées pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement

Solutions	% Ménages
Distribution de savon	61.4
Sensibilisation sur l'hygiène	54.39
Réhabilitation des sources ou systèmes d'adduction	47.37
Réhabilitation/Construction des latrines familiales	42.11
Réhabilitation/construction de latrines publiques	19.3
Construction d'une nouvelle source près des ménages	15.79
Réactivation des Comités de Gestions des points d'eau	15.79

2.9. EDUCATION

a. Note méthodologique :

Les données en Education ont été collecté par :

- Enquête ménage auprès des familles déplacées et d'accueil avec enfants en âge scolaire ;
- Echange avec les autorités scolaires (Sous PROVED de l'EPST Bulongo, les Directeurs, les Enseignants, ...)
- Discussion avec les groupes spécifiques ;
- Observation directe des infrastructures scolaires ;
- Consultation des documentations scolaires à l'EPST et dans les écoles

b. Situation éducationnelle dans la zone évaluée

L'évaluation « Education » a porté sur 65 écoles sur 98 présentes dans les cinq localités / communes et neuf aires de santé.

Tableau 9 : Situation éducationnelle dans la zone d'évaluation

Situation des élèves				Situation des enseignants				
Effectifs 2022-23 F et G	Enfants déplacés inscrits F et G	Enfants retournés inscrits F et G	Total Enseignants	Mécanisés Payés	Mécanisé Non Payés	Formés	Qualifiés	Déplacés
28052 (14426F)	6109 (3107)	7064 (3544F)	729 (348F)	446 (207F)	50 (24F)	310 (153F)	621 (300F)	14 (2F)
Enfants Orphelins	EAFGA	Besoin Tableau Noir	Besoin En Portes	Besoin Kits Scolaires	Besoin Pupitres	Besoin Tôles	Salles de Classe Détruites	Besoin Boîte à Suggestion VBG/PSEA
ND	ND	ND	ND	28052	ND	ND	ND	65
Besoin Kits Wash	Besoin Kits Enseignants	Besoin Réhabilitation	Comité D'hygiène	Besoin CBCM	Besoin	Besoin Comité	Besoin Fenêtre	Besoin Moyen de

		Latrines	Scolaire à redynamiser		Cantine Scolaire	Scolaire de Protection		Transport Port
65	729	104 lunettes	12	5 Villages	65 Ecoles	65 Ecoles	ND	3 Motos Pour EPST

- Un effectif total de 2 052 enfants (dont 14 426 filles) autochtones, déplacés et retournés fréquentent les 65 écoles primaires de la zone évaluée ;
- Sur 22 904 enfants déplacés scolarisables de toutes les vagues confondues, 27% fréquentent les écoles et sur 24 817 enfants retournés scolarisables, 28% fréquentent les écoles
- 2108 enfants de la zone évaluée parcourent plus de 4 km pour atteindre l'école, ce qui constitue un risque protection élevé dans un contexte où les attaques des groupes armés visent de plus en plus le recrutement d'enfants ;
- 12 écoles de la zone de ont été directement la cible d'attaques par les groupes armés entre autres les EP Luseke et Kalau (AS Muramba), Mundubiena et Vimbwembwe (AS Bulongo), Musenda (AS Kisima), Bitokora et Kinziki (AS Lubiriha), EP Hurara (AS Kitokoli), EP Ngingi (AS Masambo), EP Vwicho, EP Karuvoha (AS Masambo). A l'EP Lwandumbi (AS Masambo), les FARDC et UPDF ont utilisé les matériels en bois de l'école ;
- 60% des ménages de la zone évaluée ont affirmé qu'au moins un enfant de la famille a abandonné l'école à la suite des effets de la crise. Cela est observable par le taux de déscolarisation qui dépasse 50% d'enfants déplacés et retournés qui sont hors système scolaire principalement à cause de faible revenu des ménages à payer les frais scolaires, de manque de capacité des écoles pour accueillir les tous les enfants scolarisables, de manque des matériels didactiques, de problèmes de sécurité sur le chemin de l'école et de destruction ou de pillages d'écoles.

Tableau 10 : Situation des écoles délocalisées suite aux attaques récurrentes par les groupes armés

N°	ECOLE DELOCALISEE	LIEU DE PROVENANCE	ECOLE D'ACCEUIL	ENTITE D'ACCEUIL
01	EP MUSINDA	Halungupa	EP PANDOUNDOU	Kasindi
02	EP KATALA	Kanyihunga	EP UHURU	Kasindi
03	EPA MUTSOPERWA	Bulongo	EP KATANDA	Kasindi
04	EPA VEMBA	Ngingi	EPA KASINDI	Kasindi
05	EP MIGHENDE	Mighende	EP MUZINGA	Kasindi
07	EP KINZIKI	VWERERE	EP MUZINGA	Kasindi
08	EP KISIMA	Alungupa	EP RUWENZORI	Mutwanga
09	EP MAPASANA	Loselose	EP MUPASA	Mutwanga
10	EP TWANZANE	Loselose	EP BAMBUME	Mutwanga
11	EP TAJI	Loselose	EP KYANIKA	Mutwanga
12	EP LISO	Loselose	EP LITUMBE	NZENGA

c. Aperçu des indicateurs éducation :

Tableau 11 : Indicateurs de la situation éducationnelle

Indicateurs	Résultats	Sévérité
Disponibilité d'une EP fonctionnelle à < 1 heure de marche à pied	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre : 65 EP avec 28 052 élèves dont 14 426 filles et 729 dont 348 femmes en sous – division scolaire de Bulongo 	1
Nombre écoles non fonctionnelles à la suite de la crise	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les écoles évaluées sont fonctionnelles mais accueillent 12 écoles listées dans le tableau 10 qui ont été délocalisées à la suite des attaques récurrentes des groupes armés qui ciblent leur lieu d'origine 	5
% enfants déplacés et retournés inscrits dans l'école primaire	<ul style="list-style-type: none"> • 27 % d'enfants déplacés sont déjà intégrés à l'école et 28% d'enfants retournés fréquentent les écoles 	4

Ratio enseignants/élèves dans les EP avant l'intégration de nouveaux élèves déplacés	<ul style="list-style-type: none"> 38 élèves par enseignants 	2
Ratio après intégration des nouveaux enfants IDP et retournés	<ul style="list-style-type: none"> 86 élèves par enseignant 	4
% enfants de la zone inscrits à l'école	<ul style="list-style-type: none"> 92% d'enfants autochtones sont déjà à l'école grâce à la gratuité scolaire décrétée par le gouvernement 	2
Taux d'abandon d'enfants de la zone	<ul style="list-style-type: none"> 8% d'enfants autochtones ont abandonné les classes 	3
Matériels scolaires	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 75% de enfants déplacés et retournés sont sans kits scolaires ; Insuffisance de manuels scolaires dans les écoles et sur le marché ; Destruction des biens scolaires de 12 écoles du Secteur de Ruwenzori par les éléments armés ; Les dégâts sur les infrastructures ou encore les pertes de matériel et fournitures scolaires sur 28 écoles évaluées. 	4
Wash in School	<ul style="list-style-type: none"> 43% d'écoles ont des points d'eau fonctionnels ; Détails Cfr 2.8.c 	4
Protection Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> 80% d'écoles pas des clôturées Les EEI ont été ramassée près des EP MIGHENOR (AS Lubiriba) et EP MUTSOPERWA (AS Kangauka) mettant à risque 457 élèves ; 100% d'enseignants ne sont pas formés sur la protection des enfants, VBG et la PSEA. Absence de kits récréatifs et activités récréatives 	4
PSEA, VGB et Harcèlement sexuel	<ul style="list-style-type: none"> Pas de CBCM existant ni dans la communauté' ni dans les milieux scolaires ; Pas de boîtes à suggestion dans les écoles ; Pas de comité scolaire de protection ; Pas de numéros vers affiché Un taux élevé de grossesse d'enfants aggrave l'abandon scolaire 	5
Sécurité alimentaire et nutrition scolaire1	<ul style="list-style-type: none"> Pas de cantines scolaires occasionnant l'abandon scolaire des enfants déplacés principalement à cause de la famine en dépit de la gratuité. 	4

VI. Réponses d'urgence apportées dans les Zones de santé évaluées

Tableau 12 : Réponses d'urgence apportées ou en cours durant la période de la mission

Secteurs	Réponses apportées, cibles, date
Santé - Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> AOF avec financement FH RDC : intervient en gratuité des soins dans 5 AS pour 7904 personnes (dont 2152 Hommes, 2152 Femmes, 1730 garçons et 1870 filles) et en nutrition dans 10 AS en prise en charge MAS : 2063 cas (1031 filles et 1032 garçons), en prise en charge MAM : 9746 cas (8570 Enfants de moins de 5 ans et 1176 FEFA) et en Promotion et soutien de l'ANJE-U : 8426 FEFA et autres gardiens d'enfants. UNFPA, à travers Caritas Butembo – Beni avec financement FH RDC : intervient en Santé dans 4 AS (à déterminer) pour les soins de santé, la santé mentale et VGB - PSEA PDSS avec financement de la Banque Mondiale : en appui en ticket modérateur et gratuité de l'accouchement dans les 15 AS fonctionnelle de la ZS de Mutwanga ; PPSSP avec appui SANRU/ Prise en charge du Palu dans toutes les structures sanitaires du NK dont celles de la ZS de Mutwanga.
NFI	<ul style="list-style-type: none"> MIDFEHOHOPS avec financement FH RDC- 5000 ménages à Nzenga et Kyavithumbi
Abris	<ul style="list-style-type: none"> Aucun positionnement
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Care International : Aide alimentaire pour 2370 ménages (farine de maïs ; haricot, huile et sel) – ration pour 1 mois SODEI : Distribution des intrants d'élevage de poules et de cobaye pour 50 ménages IDP

	<ul style="list-style-type: none"> • AVOPEDEV : Distribution de semence de riz pour 15 ménages déplacés qui ont des champs vers Yabiro et Masambo.
WASH/SSR	<ul style="list-style-type: none"> • PPSSP avec financement USAID: Aménagement de 3 sources – 1 seul potentiellement aménageable mais seulement le réseau raccordable (1 Kan, Lume et Bulongo) / Latrines semi permanentes : 150 prévus dont 75 dans la ZS de Mutwanga dans les 4 AS / Distrib : 2000 bidons pour les IDPs, 4000 barres de savon, 2000 kits de dignité / 3 Kits de creusage par AS + Kits d’entretien des points d’eau / Sensibilisation sur les bonnes pr d’hygiène 16 000 / Appui aux CAC (monitorage des indicateurs, formation des leaders locaux sur le PSEA et VBG) / Appui à la ZS pour la supervision par trimestre et la réunion de monitoring • HYFRO avec le financement UNICEF et dans le cadre de prévention contre l’épidémie d’Ebola en Ouganda, l’ONG HYFRO a lancé le projet WASH – PCI dans les ZS de Kyondo et de Mutwanga en Territoire de Beni et de Kayna, Alimbongo, Lubero et Masereka en Territoire de Lubero. Les activités porteront sur la construction des infrastructures d’assainissement dans 1 formation sanitaire par ZS, la formation de 56 cadres de ZS et de 28 prestataires et aussi la dotation des kits PCI.
Protection	<ul style="list-style-type: none"> • InterSOS partenaire de UNHCR : Monitoring de protection pour 21 746 ménages / 108 730 personnes à atteindre et Distribution du Cash – Protection pour 282 personnes. • SOFEPAADI avec financement UNICEF : Protection de l’enfants et VBG. • AVSI avec financement UNHCR : Protection communautaire à Elaboration de plan de la protection communautaire pour répondre aux violations de droits de l’homme, Construction de 5 salles de classes dans 2 écoles, Sensibilisation sur les Risques de séparation familiale des enfants – environ 5000 enfants – en groupement Basongora dont fait partie la Cité de Kasindi, Appui en AGR dans 2 structures communautaires de protection. • CNR, partenaire d’UNHCR a recensé les enfants rapatriés de l’Ouganda dont l’adresse des parents n’est pas connue ; • L’ONG Femmes Solution pour le Changement Social, partenaire de SAFDEF – sensibilisation destinée toutes les tenantes de maison de tolérance sur le risque VBG ; • ACOPE avec financement d’UNICEF : appui la protection de l’Enfant à Kasindi.

VII. Limites, difficultés rencontrées et leçons apprises

- La mission a été butée à la contrainte d’accès physique avec la coupure du pont Lume qui a retardé le déploiement de l’équipe vers la Commune de Lume et la cité de Kasindi ;
- Certaines données n’ont pas été disponibles sans les structures sanitaires et les écoles ;
- Le déplacement multiple des populations rend difficile des statistiques de mouvement de populations par les autorités locales ;
- L’évolution sécuritaire dans la zone après le déploiement de la coalition des armées loyalistes congolaises et ougandaises nécessitent une nouvelle évaluation sécuritaire des axes secondaires où sont actuellement rapportés le mouvement retour ;
- L’accès très limité vers les champs à la suite de l’insécurité ou de potentielle présence d’EEI n’a pas permis une observation directe approfondie des états d’activités agricoles des populations de la zone.

VIII. Recommandations principales de la mission

8.1. Aux autorités (militaires et civiles)

- Besoins de redynamisation des comités de déplacés pour appuyer les autorités au suivi des statistiques ;
- Maintenir la sécurisation des axes de routier pour permettre la circulation des personnes et de biens ;
- Renforcer l’autorité de l’Etat pour permettre aux populations d’accéder à leurs ressources vitales et à retourner dans leurs villages d’origine ;
- Maintenir la bonne collaboration avec les acteurs humanitaires pour la continuité des activités d’assistance aux personnes à besoins ;

- Assurer un contrôle soutenu sur les prix des biens aux marchés en vue d'en garantir l'accès aux populations à faible revenu ;
- Instruire les directeurs d'écoles à inscrire sans condition les enfants déplacés dans les écoles de la place ;
- Recycler les enseignants sur l'intégration de certaines thématiques comme la PSEA, VGB ou la prise en charge psychosocial ;
- Développer les alternatives et innovation économiques pour permettre d'améliorer l'économie des ménages au – delà de l'exploitation des ressources naturelles ;
- Mettre en place de mécanisme de collaboration saine entre l'ICCN et les populations riveraines en respectant les clauses de création et de délimitation de l'étendue de l'aire protégée de Virunga.

8.2. Aux acteurs humanitaires locaux

- Apporter une assistance d'urgence aux populations déplacés, retournés et les familles d'accueil notamment en vivres, en accès aux soins de santé primaires, en protection et en Abri couplé aux AME ;
- Mener les évaluations dans les zones de retour accessible pour accompagner la réinstallation des populations dans leurs milieux d'origine ;
- Renforcer la sensibilisation sur les principes humanitaires, le mandat des agences et des organisations et aussi le DIH dans le contexte des opérations accrues des forces loyalistes contre les groupes armés ;
- Harmoniser le ciblage des bénéficiaires afin d'éviter de plus solliciter la communauté pour la collecte de données ;
- Déployer urgemment les activités de PSEA dans la zone où plusieurs acteurs sont susceptibles de livrer l'assistance aux personnes en besoins ;
- Renforcer le plan de réponse humanitaire dans les zones de retour ;
- Renforcer la standardisation des assistances humanitaires dans le contexte où plusieurs acteurs interviennent au même moment dans des zones proches pour répondre à une même crise.

8.3. A la COHP

- Appui à la mobilisation des acteurs pour un ciblage commun ;
- Plaidoyer pour la mobilisation des ressources vu que d'immenses besoins restent encore non couverts surtout en sécurité alimentaire, en santé et en protection ;
- Appuyer les clusters provinciaux dans la mobilisation des fonds pour les interventions dans les zones affectées ;
- Faire le plaidoyer pour la sécurité des personnes et leurs biens pour le retour des déplacés et la réouverture des écoles ;
- Faire respecter les principes humanitaires et le *do no harm* ;
- Organiser une mission d'évaluation approfondie des besoins après le retour des déplacés

8.4. Au Pôle De Soutien (PDS) / Equipe Humanitaire Pays (EHP)

- Mobiliser les fonds pour une réponse d'urgence et à moyen terme ;
- Développer une stratégie singulière qui favorise le déploiement des acteurs humanitaires à Mutwanga qui est l'un des hotspots les plus importants du Grand Nord Kivu ;
- Soutenir le déploiement des mécanismes qui adressent les causes de crise humanitaire.

IX. Listes des participants à la mission



Microsoft Excel
97-2003 Worksheet